

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle Carrières & Déchets.
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 10/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOC DES ETS RESCANIERES

Roumengoux
09500 Roumengoux

Références : FT/ S 2026-0014
Code AIOT : 0006803209

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement SOC DES ETS RESCANIERES implanté LD TRAVERS DE PECHFOURQUE 46340 Salviac. L'inspection a été annoncée le 12/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'Inspection de la Carrière du ROC se déroule dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôle, la dernière visite date du 3 avril 2018 et a fait lieu de plusieurs non-conformités ou observations dont le suivi est assuré lors de cette visite. L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC DES ETS RESCANIERES

- LD TRAVERS DE PECHFOURQUE 46340 Salviac
- Code AIOT : 0006803209
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Carrière du ROC à Salviac est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 novembre 2009 modifié pour une durée de 30 ans (soit jusqu'en 2039). Cette carrière a fait l'objet de plusieurs changements d'exploitant. Elle appartient aujourd'hui à la société SAS RESCANIÈRES, dont le siège social est situé à Roumengoux (09500).

La superficie totale de la carrière est d'environ 14 ha dont à 8,6 ha exploitables. La production maximale annuelle autorisée de la carrière est de 250 000 tonnes. L'exploitation de calcaire se déroule à ciel ouvert.

Les matériaux extraits sont destinés à être utilisés après transformation (criblage, concassage) dans divers chantiers de travaux routiers. La production déclarée sur 2025 est de 45 à 50 000 tonnes de matériaux extraits. Cette société emploie deux salariés permanents sur cette carrière.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Sécurité du public.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Registres et plans de carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Gestion des déchets inertes et stériles.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Prévention des pollutions accidentelles ravitaillement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18 > 18.1. I.	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
7	Suivi rejets aqueux dans le milieu naturel.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18 > 18.2.3. I.	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Plan de surveillance Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Lutte contre	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	l'incendie.	22/09/1994, article 20	l'exploitant, Demande d'action corrective	
12	2515. Formation Exploitation.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
13	2515. Traitement des effluents. Vanne.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 35	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
14	2515. Emissions dans l'air.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
16	Préservation des espèces et des habitats (suivi éco).	Arrêté Préfectoral du 03/11/2009, article 2.3.3.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Exploitations à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14 > 14.1.	Sans objet
3	Extraction par opérations de Débardage.	Arrêté Préfectoral du 24/08/2020, article 3	Sans objet
8	Conception, aménagement des ouvrages de rejet.	Arrêté Préfectoral du 03/11/2009, article 4.2.1.	Sans objet
11	Mesures Vibrations.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22 > 22.2. I.	Sans objet
15	2521. Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 3.6.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé le 15 janvier 2026 de la carrière permet de formuler des non-conformités par rapport à la réglementation applicable, notamment par rapport à l'aire de ravitaillement et d'entretien des engins et au fonctionnement du dispositif de traitement des effluents.

Ces non-conformités avaient déjà fait lieu de demande d'actions correctives lors de la précédente visite du 3 avril 2018. Ces demandes de l'Inspection ont été laissées sans réponses effectives de la part de l'exploitant.

Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives nécessaires et d'informer l'inspection des actions accomplies.

L'Inspection des Installations Classées propose à la Préfète du Lot une mise en demeure à l'exploitant de respecter les prescriptions applicables relatives à l'aire de ravitaillement et d'entretien des engins et au fonctionnement du dispositif de traitement des effluents.

Il est à noter que malgré la demande dans la lettre d'annonce de visite du 18/12/2025 de la mise à dispositions de documents et de pièces techniques précises, le jour de l'Inspection ces documents n'étaient pas disponibles sauf de manière dématérialisée sur les supports informatiques portables de l'exploitant, ce qui réduit fortement l'efficacité de la consultation lors du contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurité du public.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès public. Sécurité
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
Constats : L'accès est contrôlé par un personnel en place au pont de bascule. Le site bénéficie d'une vidéosurveillance (prestataire SECUROR) accessible sur écran au poste du pont bascule ainsi que sur une application dédiée. L'opérateur présent au pont bascule indique fermer le portail pendant la pause méridienne, le boîtier présent à l'entrée informant le prestataire sécurité de l'absence de personnels. Lors de la visite il est constaté la présence à l'entrée sur les panneaux d'information des horaires d'ouverture du site ainsi que l'interdiction d'accès au public en dehors de ceux-ci. Lors de la visite, il est signalé à l'IIC le vol et la dégradation de linéaires de fils de fer de clôture fin 2025 sur la zone Sud-Est du site. Clôture réparée depuis. Celle-ci étant constituée de 3 lignes de fer et de piquet bois, l'IIC remarque qu'il est nécessaire de réaliser l'entretien de la végétation en bordure et de remplacer quand nécessaire les pancartes de signalisation de dangers ou d'interdiction au public. Sur le tableau des vérifications générales périodiques (VGP) sont bien affichés les contrôles en date du 06/01/2026 des clôtures et panneaux du bassin d'orage et celui de la clôture du site

comme en cours (aux dires de l'exploitant opération réalisée avec une fréquence de 2 fois par an). L'inspection note l'absence du remplissage et de la mise à jour par l'opérateur du registre existant dans le système QSE (document à faire vivre sur place).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Réaliser les travaux d'entretien des limites de l'exploitation longeant la route départementale afin d'en assurer le caractère efficace dans la limitation de l'accès au public, et ce dans le cadre du respect des Obligations Légales de Débroussaillage (Le sujet OLD est abordé au Point de Contrôle Lutte contre l'incendie).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Exploitations à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14 > 14.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre autorisé bande des 10m.

Prescription contrôlée :

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Constats :

Sur le plan annuel d'exploitation 2025 présent (format A4) dont la date de levée est au 30/09/2024 est spécifié un trait de limitation de 10m au droit de la parcelle OC-0147 et OC-1273. L'exploitant précise le projet de développement et d'extension à l'Ouest par le rachat de parcelles (notamment la n°OC 1273 où se situe un bâtiment résidentiel). L'IIC rappelle à l'exploitant la nécessité de transmettre un PAC aux services de la Préfecture du Lot avant toutes modifications d'une ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Extraction par opérations de Débardage.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2020, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation Opération de Débardage.

Prescription contrôlée :

Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne

<p>doivent pas comporter de surplombs.</p> <p>Cette opération de débardage doit respecter les conditions définies dans le porté à connaissance daté du 8 septembre 2018 complétée le 11 août 2020, dont notamment :</p> <p>* la mise en place d'un merlon de 3 mètres de hauteur pour délimiter la zone où seront envoyés les matériaux lors des opérations de débardage. Cette zone sera interdite d'accès durant les opérations de débardage. Un agent désigné par l'exploitant devra s'en assurer. Un affichage interdisant l'accès est mis en place,</p> <p>* la reprise des matériaux est interdite sur la zone en cours de débardage,</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, il ne demeure au sol que quelques blocs issus de la dernière campagne de tirs de Mars 2025, il est constaté la présence effective d'un merlon de hauteur suffisante pour délimiter la zone où sont envoyés les matériaux lors des opérations de débardage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Registres et plans de carrières à ciel ouvert

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Plans.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'IIC rappelle à l'exploitant dans la lettre d'annonce du 18/12/2025 (sous GUNenv) sa demande de tenir à disposition le jour de la visite les documents nécessaires au contrôle (dont le plan d'exploitation à jour).</p> <p>L'Inspection rappelle que dans le chapitre n°2.6 de l'AP d'autorisation du 03/11/2009 est souligné: [...]. L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants [...] Ce dossier doit-être tenu à la disposition de l'IIC [...] L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000ème ou à une échelle plus grande[...]"</p>

L'exploitant présente a posteriori un plan en format .DWG accessible en réseau et sur écran de PC portable des représentants de celui-ci.

Il est constaté que la dernière mise à jour des relevés date du 30 septembre 2024. Le prochain relevé aurait du être fait avant le 30 septembre 2025. Or le jour de la visite l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan d'exploitation mis à jour conformément à la réglementation.

Il est rappelé à l'exploitant que ce plan doit-être mis à jour au moins une fois par an et être tenu à disposition de l'IIC.

En janvier 2026, l'exploitation devrait se situer théoriquement à la fin de troisième phase (jusqu'à Novembre 2026). Pour autant, seul le déboisement de la phase III est en cours sans scalpage. Il est observé un retard d'exploitation entre 3-4 ans en raison d'une faible activité. Sur 2025 seulement 45 000 à 50 000 Tonnes ont été exploitées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande la transmission du plan annuel d'exploitation 2026 avec la dernière campagne de levées et rappelle que la modification de phasage doit faire l'objet d'un porter à connaissance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Gestion des déchets inertes et stériles.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16

Thème(s) : Situation administrative, PGD

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la

<p>zone de stockage de déchets ;</p> <p>-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant transmet la version numérique à l'IIC de la version du PGD de la période 2022-2027, en date du 01/07/2022.</p> <p>L'exploitant précise que les stériles d'exploitation sont commercialisés vu la pauvreté en teneur de déchets (terres, argile) du scalpage (terre en mélange avec des matériaux altérés de granulométrie 0/200mm).</p> <p>L'IIC observe qu'il manque la détermination précise des emplacements sur un plan topographique qui doit être mis à jour annuellement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit actualiser son plan de gestion des déchets de l'industrie extractive, précisant la nature et l'emplacement de ces stockages sur l'emprise de la carrière. Une fois actualisé, l'exploitant transmettra une copie à l'IIC.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles ravitaillement.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18 > 18.1. I.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Aire de ravitaillement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, la précédente visite du site le 3 avril 2018 avait donné lieu à une non-conformité sur l'absence d'aire étanche de ravitaillement avec un point bas relié à un dispositif de traitement. L'exploitant alors s'était engagé dans sa réponse d'installer l'aire de ravitaillement des engins sous 3 mois.</p> <p>L'exploitant n'a pas par conséquent respecté ses engagements.</p> <p>Lors de la visite du 15 janvier 2026, l'exploitant indique oralement son intention de réaliser les travaux nécessaires à la réorganisation du site dont notamment l'aire étanche de ravitaillement</p>

reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place une aire étanche de ravitaillement équipée d'un caniveau périphérique pour le ravitaillement, le stationnement et le lavage des engins équipée d'un dispositif de traitement des eaux résiduelles type déshuileur/débourbeur d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Suivi rejets aqueux dans le milieu naturel.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18 > 18.2.3. I.
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures rejets aqueux.
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> - le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; - la température est inférieure à 30 °C ; - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ; - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ; - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114). <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>Ces valeurs doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et la vocation piscicole du milieu. Elles sont, le cas échéant, rendues plus contraignantes.</p> <p>L'arrêté d'autorisation peut, selon la nature des terrains exploités, imposer des valeurs limites sur d'autres paramètres.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p>
Constats : <p>À la demande de l'Inspection, l'exploitant présente le rapport d'analyse d'EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS (n° de rapport d'analyse : AR-25-LK-206199-01) à l'attention du prestataire Monsieur Frédéric CHEVILLARD 27 bis rue Victor Hugo 33380 BIGANOS, en date de réception physique des échantillons du 30/09/2025 pour un prélèvement au 26/09/2025.</p> <p>Selon les dires de l'exploitant le seul exutoire vers le milieu naturel en dehors de l'infiltration au droit du site demeure le BASSIN des eaux de surface dirigées topographiquement. L'exploitant précise qu'il n'existe pas d'autres points de rejets liquides au milieu naturel.</p> <p>Dans ce rapport, le laboratoire d'analyses émet des observations:</p>

<ul style="list-style-type: none"> - absence de l'heure réelle de prélèvement. - "les délais de mise en analyse sont supérieurs à ceux indiqués dans notre dernière étude de stabilité ou aux délais normatifs pour les paramètres identifiés par '#' et donnent lieu à des réserves sur les résultats, avec retrait de l'accréditation." - l'accréditation a été retirée pour les analyses identifiées par un symbole spécifique (forme triangulaire), soit pour les mesures de ph et de MES. Ce qui interroge sur la pertinence de ces résultats. <p>Par ailleurs, du fait de la mise en place d'un système de traitement des eaux susceptible d'être polluées au niveau de l'aire de ravitaillement, l'exploitant disposera d'un deuxième point de rejet vers le milieu naturel. Point qui devra faire l'objet d'une analyse annuelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à ce qu'à l'avenir sur la prochaine campagne, le prestataire en charge des prélèvements d'échantillons, de la conservation et de l'envoi de ceux-ci aux laboratoires d'analyses réalise une présentation complète et réglementaire des prélèvements afin d'en assurer la stabilité et le respect normatif pour les paramètres identifiés et dont l'exploitant demeure comptable au titre des prescriptions de l'arrêté Ministériel considéré.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 8 : Conception, aménagement des ouvrages de rejet.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2009, article 4.2.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, EAU dispositifs de rejets.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs [...] libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le seul dispositif de rejet au milieu naturel reste le bassin intérieur des eaux de pluie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Plan de surveillance Poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi poussières.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles</p>

<p>et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'Inspection sont présentés les résultats du suivi trimestriel des mesures d'empoussièrement par jauge OWEN (prestataire labo Granulab). Les résultats des suivis des trimestres de 2020, 2021, 2022 et 2024 sont réputés conformes car inférieurs à l'objectif à ne pas dépasser de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le résultats des campagnes de mesures 2025.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que conformément à l'article 19.9 de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié, il doit établir un bilan annuel reprenant les valeurs mesurées. Ces valeurs sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Le bilan doit être transmis à l'ICC au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande la transmission des résultats de mesure d'empoussièrement de l'année 2025 et ce avant le 31 mars 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Lutte contre l'incendie.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Lutte Incendie.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme rappelé à l'article n°7.5.3. (Arrêté préfectoral portant autorisation de 2009) sur la protection incendie de l'établissement, les moyens de lutte doivent être adaptés aux risques à défendre.</p>

En l'occurrence l'IIC informe l'exploitant de la prise en compte des risques importés/exportés d'incendie de Forêt.

Un Arrêté Préfectoral du Lot du 29 septembre 2025 (n° E-2025-297 <https://www.lot.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Agriculture.-foret-et-developpement-rural/Foret/Defense-des-forets-contre-l-incendie/Obligation-Legale-de-Debroussaillage-OLD/Obligation-Legale-de-Debroussaillage-OLD>) fait un rappel sur les Obligations Légales de Débroussaillage (OLD) avec la mise en place de travaux d'entretiens des espaces naturels et forestiers en dehors de l'emprise de la carrière et jusqu'à 50m en périphérie.

Il appartient à l'exploitant d'étudier la mise en place progressive des OLD dans les activités de son établissement.

Le site est uniquement équipé d'extincteurs dont la dernière visite de contrôle est en date du 05/12/2025 et 09/01/2025 avec le remplacement de certains équipements.

L'IIC rappelle à l'exploitant que l'article 17 de l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicable à une installation relevant du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2515, précise : " L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures.

Or le site ne bénéficie pas de bache incendie (d'un volume de 120 m³) ou de réserve d'eau en dehors du bassin de récupération des eaux météoriques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera de la présence effective d'une réserve incendie d'un volume d'au moins 120 m³ (présence d'une bache ou capacité minimale du bassin des eaux météoriques de 120 m³) et il élaborera un planning de la mise en place des OLD en cohérence avec les zones de préservation de la biodiversité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Mesures Vibrations.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22 > 22.2. I.

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures tirs de Mines.

Prescription contrôlée :

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :[...]

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Pour les autres constructions, des valeurs limites plus élevées peuvent être fixées par l'arrêté

<p>d'autorisation, après étude des effets des vibrations mécaniques sur ces constructions.</p> <p>Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière, puis par campagnes périodiques dont la fréquence est fixée par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise avoir réalisé un unique tir de Mines en 2025, tir réalisé par le prestataire TITANOBEL. Les campagnes de tir sont systématiquement accompagnées de la mise en place d'un sismographe au "Hameau Pechfourque". Il est présenté à l'Inspection le rapport de tir de TITANOBEL dont les 3 mesures des vitesses particulières pondérées maximales sont inférieures à 5 mm.s⁻¹</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : 2515. Formation Exploitation.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Formation personnel.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'Inspection demande les formations à la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients du Chef de Carrière présent.</p> <p>L'exploitant présente:</p> <ul style="list-style-type: none"> la procédure des actions à réaliser "en cas de déversements accidentels" (du 14/03/2024 Ind B) dont la mise à jour et le remplacement doivent être effectués au niveau du container métallique "atelier". un document de la chaîne de délégation du 17 avril 2024 signé par toutes les parties présentes. une panneautique d'information sur les actions à réaliser en "cas d'incendie" (Ind B du 26/01/20218), sans justificatifs d'attestation de suivi de formation du personnel Chef de Carrière. <p>L'exploitant indique la programmation et réalisation de Formation "Incendie" sur 2026.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'Inspection demande la transmission de l'attestation de formation à la conduite en sécurité de l'installation en connaissances des dangers et inconvénients, telle que définie dans l'article 8 de l'Arrêté Ministériel considéré.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : 2515. Traitement des effluents. Vanne.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Station de traitement des eaux.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter.</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier d'exploitation pendant cinq années.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.</p> <p>Les dispositifs de traitement sont correctement entretenus. Ils sont vidangés et curés régulièrement à une fréquence permettant d'assurer leur bon fonctionnement. En tout état de cause, le report de ces opérations de vidange et de curage ne pourra pas excéder deux ans.</p> <p>Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement.</p> <p>Lors de la vidange, une vérification du bon fonctionnement du dispositif d'obturation est également réalisée. Les fiches de suivi du nettoyage du dispositif de traitement ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les dispositifs ou installations de traitement des eaux n'existent pas sur le site, hormis le traitement des eaux usées des Bungalows dédiées aux sanitaires pour le personnel (avec drain d'infiltration directement au sol au droit du dispositif).</p> <p>L'Inspection fait la remarque que ce point de contrôle a fait lieu d'une non-conformité suite à la visite du 3 avril 2018 avec un délais laissé de 3 mois pour réalisation des travaux de mise aux normes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande de réaliser les travaux de mise en conformité des installations de</p>

traitement des eaux, qui doivent être correctement entretenues, vidangées et curées régulièrement pour en assurer le bon fonctionnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : 2515. Emissions dans l'air.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57
Thème(s) : Situation administrative, Mesures retombées poussières 2515
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.
Constats : Comme indiqué dans le point de contrôle n°9, l'Inspection observe la conformité des suivis trimestriels d'empoussièrement du site sur les années 2020, 2021, 2023 et 2024. L'Inspection fait l'observation que l'exploitant doit transmettre à l'IIC un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires. Action à l'initiative de l'exploitant qui n'a pas été réalisée depuis 2019.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant adresse à l'IIC annuellement le bilan des mesures de retombées de poussières, notamment il transmettra une version dématérialisée pour les années 2019 à 2024, et communiquera le bilan 2025 avant le 31 mars 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : 2521. Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 3.6.
Thème(s) : Situation administrative, 2521 Vérifications électriques.
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la

réglementation du travail.
Constats : L'Inspection constate que la dernière VGP date du 13/01/2026, opérations de vérifications réalisées par DEKRA avec une observation sur une prise de courant BT.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande la transmission des rapports de vérifications du mois de janvier 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Préservation des espèces et des habitats (suivi éco).

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2009, article 2.3.3.
Thème(s) : Situation administrative, Suivi écologique.
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des zones concernées, les stations d'espèces végétales d'intérêt patrimonial (<i>Chamaespartium sagittale</i> , <i>Lactuca perennis</i> et <i>Neottia nidus-avis</i>) sont transplantées hors d'emprise de la carrière. Le maintien d'espaces ouverts et la mise en place d'espaces semi-boisés font l'objet de modalités de gestion définies par un écologue et permettant de favoriser la biodiversité de ce type de milieu (fauchage annuel tardif, pâture, absence de produits phytosanitaires...).
Constats : L'exploitant présente le rapport de visite de suivi naturaliste du site de en date de Novembre 2023 (réf n°23R0271) de l'Expert GEEP/AFPP Christophe Chambolle (47380 Montastruc) que l'Inspection ne peut étudier aisément en séance sur simple présentation sur support dématérialisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'IIC demande la transmission du suivi écologique, non transmis à date de rédaction du présent rapport de visite d'inspection, avec le suivi des travaux de maintien et de préservation des espèces et habitats.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois